

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 Bourges

Bourges, le 07/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOUFFLET AGRICULTURE

Quai du Général Sarrail
BP n 12
10402 Nogent-Sur-Seine

Références : Visite ICPE du 27/04/2026
Code AIOT : 0010001938

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/04/2026 dans l'établissement SOUFFLET AGRICULTURE implanté Les Laburets 18570 La Chapelle-Saint-Ursin. L'inspection a été annoncée le 14/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOUFFLET AGRICULTURE
- Les Laburets 18570 La Chapelle-Saint-Ursin
- Code AIOT : 0010001938
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOUFFLET AGRICULTURE exploite des installations de stockage de céréales soumises à autorisation, sous couvert de l'arrêté préfectoral n° 2017-DDCSPP-059 du 4 mai 2017, complété par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2019-0275 du 27 mars 2019.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Transporteurs à bande	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
6	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande d'action corrective	60 jours
7	Zones de danger	Arrêté Préfectoral du 04/05/2017, article 7.2.2	Demande d'action corrective	60 jours
10	Emissions sonores	AP Complémentaire du 04/05/2017, article 9.2.5	Demande d'action corrective	60 jours
11	Valeurs limites acoustiques	AP Complémentaire du 04/05/2017, article 6.2.2 & 6.2.3	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Sans objet
2	Surveillance après travaux	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans objet
3	Travaux par point chaud et permis feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans objet
4	Dispositifs de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Sans objet
8	Exploitation des silos C1 à C5	AP Complémentaire du 27/03/2019, article 3	Sans objet
9	Ressource en eau	AP Complémentaire du 27/03/2019, article 4	Sans objet
12	Protection contre la foudre	AP Complémentaire du 04/05/2017, article 7.3.4.1	Sans objet
13	Situation administrative : rubrique 4702	AP Complémentaire du 27/03/2019, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des installations et formation du personnel
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement. APC du 04 mai 2017 Article 7.4.5. Formation du personnel Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation spécifique aux risques particuliers inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Cette formation mises à jour et renouvelée régulièrement. Elle fait l'objet d'un plan formalisé tenu à la disposition de l'inspection.
Constats : Le responsable du site était présent lors de l'inspection, il est nommément désigné, et spécialement formé. L'exploitant a indiqué que, outre le responsable, le personnel permanent reçoit une formation spécifique d'un an (Prestataire de formation ASFONA), qui aborde les risques spécifiques rencontrés sur le site (Atex, stockage phytosanitaire, stockage engrais, conduite d'installation...). Une remise à niveau est prévue tous les 5 ans, elle est planifiée sur la période 2026-2027. L'inspecteur a pu consulter le plan formalisé de formation sécurité d'un nouvel embauché. Ce plan n'appelle pas de remarque. Le personnel intérimaire est formé à sa mission principale qui est la réception des arrivages de céréales: - pesées, échantillonnages, analyse. Chaque intérimaire reçoit un livret d'accueil nominatif. Ce livret rappelle notamment la conduite à tenir en cas d'accident. Le contenu du livret est décliné lors d'une séance en salle. Une fiche formalisée récapitule le contenu de la formation sécurité d'un nouvel embauché.

<p>Les acquis sont validés au fur et à mesure de la formation (J+1, J+7 et J+30), et formalisés dans une fiche individuelle, qui valide la prise de poste (valable pour tous les personnels (permanents, stagiaires, intérimaires)).</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Surveillance après travaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des installations et des travaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer [...], à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour les opérations de conduite de l'installation, une fiche spécifique des opérations à effectuer en cas d'incident est écrite, elle est complétée d'un logigramme.</p> <p>L'inspecteur a constaté la présence de ces documents pour les équipements:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Transporteur à bande; - Élévateur à godet; - Transporteur à chaîne/convoyeur à vis. <p>Dans le cas d'une reprise d'activité après travaux, la fiche d'autorisation de travail comporte une liste de vérifications à mener avant redémarrage des équipements. Elle est horodatée et signée par la personne ayant effectué les contrôles.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Travaux par point chaud et permis feu

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Travaux par point chaud et permis feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.</p>
<p>Constats :</p>

Par sondage, l'inspecteur a consulté l'autorisation de travaux par points chauds établie le 10 septembre 2025 au profit de la société PCSE, pour des travaux d'étanchéité de la toiture de la fosse 1 zone silo A.

Cette autorisation n'appelle pas de remarque.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dispositifs de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, Système de dépoussiérage

Prescription contrôlée :

[...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]

APC du 4 mai 2017:

Article 7.5.1. Dispositif de conduite

Le dispositif de conduite des installations est conçu de façon que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toute dérive des paramètres de conduite par rapport aux conditions normales d'exploitation.

Les paramètres importants pour la sécurité des installations sont mesurés : les alarmes techniques sont transmises sur le poste de supervision du silo vertical situé dans le bureau du chef du silo.

Les alarmes transmises sont les suivantes :

[...]

- défaut sur les détecteurs de bourrage des élévateurs, des transporteurs à chaîne et des vis,

[...]

Constats :

A la demande de l'inspecteur il a été procédé à différents tests relatifs au double asservissement de l'aspiration aux opérations de manutention.

- sur les silos ABC:

La mise en marche de l'élévateur de la fosse n°5 n'a pas été possible en l'absence d'aspiration.

Après remise en marche de l'aspiration sur la fosse 5 et l'élévateur 5, la coupure de l'aspiration a provoqué l'arrêt de l'élévateur.

- sur le silo D:

mise en marche impossible du convoyeur FV3 et de l'élévateur E21 en l'absence d'aspiration.

Après mise en marche de l'aspiration, du convoyeur FV3 et de l'élévateur E21, la coupure de l'aspiration a provoqué l'arrêt de la manutention FV3 et E21.

<p>Par sondage il a été vérifié la présence d'un dispositif de détection de dysfonctionnement (bourrage du convoyeur à chaîne TRB21) .</p> <p>La simulation du bourrage a provoqué l'arrêt du convoyeur.</p> <p>Le redémarrage a été impossible sans l'acquittement du défaut qui a été permis après remise en position normale du contacteur.</p> <p>Tests concluants.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Transporteurs à bande

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Transporteurs à bande
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les transporteurs à bande identifiés sur le site sont repérés TB1 et TBT5 en zone GTH dans le document fourni par l'exploitant (DRPCE, Document Relatif à la Protection Contre les Explosions). Ce document (version du 9 avril 2026) ne précise pas la conformité de la caractéristique relative à la non propagation de flamme des bandes précitées.</p> <p>De même, la caractéristique "non propagatrice de la flamme" des bandes des transporteurs à bande dans le CCTP (cahier des clauses techniques particulières - date d'application 10/02/2014) transmis à l'inspection n'est pas établie.</p> <p>Constat: L'exploitant n'a pas justifié que les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
--

<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des installations électriques: Rapport n° 039129052501R002, établi par DEKRA le 25 septembre 2025 (silos ABC, cellules métalliques et boisseaux). Le dernier rapport a été réalisé le 31 octobre 2024. La fréquence annuelle de contrôle est respectée. Ce rapport indique que l'installation ne fait pas l'objet d'écart en ce qui concerne les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds.</p> <p>Le rapport du 25 septembre 2025 amène les commentaires suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'organisme de contrôle n'a pas pu procéder au contrôle de la compatibilité des matériels électriques dans les zones à risques d'explosion, en l'absence de présentation par l'exploitant de liste des locaux concernés. • Ce rapport est uniquement relatif aux risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds, l'avis sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé n'est pas présent. <p>Constat:</p> <ul style="list-style-type: none"> - La conformité des installations électriques à la norme NFC 15-100 en ce qui concerne les locaux à risque n'a pas été établie en 2025. - l'avis d'un organisme compétent (hors avis sur les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds) sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé n'a pas été présenté.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Zones de danger

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2017, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Zonage des dangers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normale des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.</p> <p>[...]</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des installation électriques: Rapport n° 039129052501R002, établi par DEKRA le 25 septembre 2025 (silos ABC, cellules métalliques et boisseaux).</p> <p>Le rapport du 25 septembre 2025 amène le commentaire suivant: L'organisme de contrôle n'a pas pu procéder au contrôle de la compatibilité des matériels électriques dans les zones à risques d'explosion, en l'absence de présentation par l'exploitant de liste des locaux concernés.</p> <p>Constat: L'exploitant ne tient pas à jour un plan matérialisant les zones à risque d'explosion.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 8 : Exploitation des silos C1 à C5

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/03/2019, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation des cellules C1 C2, et C3 C4 C5
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions de l'article 7.5.2.4 de l'arrêté préfectoral du 4 mai 2017 sont remplacées comme suit.</p> <p>[...]</p> <p>Les cellules de stockage du silo vertical nommées C3, C4 et C5 sont équipées de sondes thermométriques adaptées à leur configuration. La température des produits est suivie en continu.</p> <p>[...]</p> <p>Les enregistrements des contrôles de la température [...] des produits ensilés dans les cellules C1 et C2 sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspecteur a pu constater qu'un contrôle de la température est réalisé dans les cellules C1 et C2. L'enregistrement sur les 3 derniers jours a pu être constaté.</p> <p>Le suivi en continu de la mesure en température des silos C3, C4 et C5 est réalisé.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Ressource en eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/03/2019, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens à disposition
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions de l'article 7.7.3 de l'arrêté préfectoral du 4 mai 2017 sont remplacées comme suit.</p> <p>« L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> · une réserve d'eau de 200 m³ équipée d'une plate-forme de 32 m² (4 × 8) avec 2 rampes d'aspiration fixes en DN100 permettant la manœuvre et la mise en aspiration des engins pompe ; · une réserve d'eau de 120 m³ ; cette réserve ainsi que l'aire de stationnement associée sont étudiées en commun avec les services d'incendie et de secours et sont situées en dehors des zones d'effets thermiques d'un incendie et en dehors des zones d'effets de surpression (y compris aux zones associées à l'isobare 20 mbar) ; la réserve est notamment équipée d'une plate-forme de 32 m² (4 × 8) avec les moyens d'aspiration nécessaires permettant la manœuvre et la mise en

<p>aspiration d'engins pompe ; [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspecteur a constaté la présence du bassin de 200 m³ équipé de 2 rampes d'aspiration. L'exploitant indique avoir disposé un repère pour contrôler le bon remplissage du bassin lors des rondes.</p> <p>L'inspecteur a constaté également la présence d'une bâche de 120 m³ à l'entrée du site, elle est située en dehors des zones d'effet de surpression identifiées dans la notice de danger (18 août 2016).</p> <p>La plateforme est constituée d'une zone en enrobée permettant l'accès des véhicules de défense incendie. La dimension de la plateforme est suffisamment importante pour constater le respect de la prescription sans prise de mesure.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Emissions sonores

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/05/2017, article 9.2.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Auto-surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure de la situation acoustique est effectuée [...] tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée. Ce contrôle est effectué durant une période d'activité intense (campagne de collecte et de séchage de céréales), indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées peut demander.</p> <p>Les résultats de ces mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. En cas de non-conformités, les résultats sont transmis dans le mois qui suit leur réception à l'inspection des installations classées, avec les commentaires et propositions d'amélioration.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport d'impact sonore établi suite aux mesures réalisées du 4 au 5 novembre 2024 :</p> <p>Rapport d'essai LN° 12852708/2401 - 1/ 1 M00 par le bureau vérificateur Dekra.</p> <p>Le rapport a été réalisé il y a moins de 3 ans.</p> <p>Le contenu de ce rapport révèle une non-conformité (détaillée au point de contrôle suivant) mais l'exploitant n'a rien transmis à l'inspection dans le mois suivant la réception des résultats.</p>

Constat:

L'exploitant n'a pas transmis le rapport de mesures acoustiques (présentant une non-conformité) réalisé les 4 et 5 novembre 2024 à l'inspection des installations classées, avec les commentaires et propositions d'amélioration.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 11 : Valeurs limites acoustiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/05/2017, article 6.2.2 & 6.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Emergence et niveau de bruit

Prescription contrôlée :**Article 6.2.2. Valeurs Limites d'émergence**

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible durant les horaires de fonctionnement inclus dans la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible durant les horaires de fonctionnement inclus dans la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Article 6.2.3. Niveaux limites de bruit

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée.

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h,	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h,
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Au-delà d'une distance de 200 m des limites de propriétés, les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'Article 6.2.2. , dans les zones à émergence réglementée.
[...]

Constats :

L'exploitant a présenté le rapport d'impact sonore établi suite aux mesures réalisées du 4 au 5 novembre 2024 :

Rapport d'essai LN° 12852708/2401 - 1/ 1 M00 par le bureau vérificateur Dekra.

Ce rapport fait état d'un dépassement du niveau limite de bruit au point référencé n°4 (Point situé au sud-ouest du site, entre les voies de chemin de fer (portail locomotive)).

LAeq retenu: 65 db (A) ; valeur limite admissible : 60 dB(A).

L'organisme vérificateur identifie le rejet du séchoir comme cause du dépassement.

L'organisme vérificateur a interprété la prescription suivante de l'article 6.2.3:

"Au-delà d'une distance de 200 m des limites de propriétés, les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'Article 6.2.2. , dans les zones à émergence réglementée."

et indiqué que:

"L'arrêté précise qu'il n'y a pas de mesure d'émergence dans un rayon de 200 m autour du site" : cette interprétation est erronée.

Il n'a ainsi pas été réalisé de mesure des valeurs d'émergence du site dans les zones réglementées.

Constat:

- Les valeurs limites de bruit au point n°4 sont supérieures aux niveaux limites autorisés: LAeq retenu: 65 db (A) ; valeur limite admissible : 60 dB(A).
- Les valeurs limites d'émergence admissibles en zone réglementée n'ont pas été mesurées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 12 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/05/2017, article 7.3.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : [...] L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. [...] L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. [...]
Constats : Le dernier rapport de contrôle des installations de protection contre la foudre a été réalisé le 25 mars 2026 par la société Dekra (rapport de vérification complète n° 081173302601R001). Ce rapport ne fait mention d'aucune observation. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Situation administrative : rubrique 4702

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/03/2019, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Stockage d'engrais à base de nitrate d'ammonium
Prescription contrôlée : [...] Rubrique 4702: Engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium correspondant aux spécifications du règlement européen n° 2003/2003 du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais ou à la norme française équivalente NF U 42-001-1.

III. Mélange d'engrais simples solides à base de nitrate d'ammonium avec de la dolomie, du calcaire et/ou du carbonate de calcium, dont la pureté est d'au moins 90 % et dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est comprise entre 24,5 % et 28 % en poids.

La quantité totale d'engrais répondant à au moins un des trois critères I, II ou III ci-dessus susceptible d'être présente dans l'installation étant :

a) Supérieure ou égale à 1 250 t (A-2)

b) Supérieure ou égale à 500 t, mais inférieure à 1 250 t (DC)

c) Inférieure à 500 t comportant une quantité en vrac d'engrais, dont la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est supérieure à 28 % en poids, supérieure ou égale à 250 t (DC)

- Quantité autorisée: 490 tonnes

IV. Engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium ne répondant pas aux critères I, II ou III (engrais simples et engrais composés non susceptibles de subir une décomposition auto-entretenue dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est inférieure à 24,5 %).

La quantité totale d'engrais susceptible d'être présente dans l'installation étant de 1240 tonnes.

[...]

Constats :

L'arrêté préfectoral complémentaire du 27 mars 2019 dispose que l'installation est non classée en ce qui concerne la rubrique 4702 (Engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium correspondant aux spécifications du règlement européen n° 2003/2003 du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais ou à la norme française équivalente NF U 42-001-1).

L'exploitant a justifié que les quantités d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium étaient inférieures aux quantités à compter desquelles s'applique le régime de la déclaration.

Au 27 avril 2026, les quantités stockées d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium sont de :

- Engrais type IV: 46,8 tonnes (inférieur au seuil déclaratif qui est de 1250 tonnes pour le type IV (Engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium ne répondant pas aux critères I, II ou III (engrais simples et engrais composés non susceptibles de subir une décomposition auto-entretenue dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est inférieure à 24,5 %)).

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite